Gaza, catalyseur de la contre-ONU du président Trump

Par Sacha Wigdorovits

On peut aimer ou ne pas aimer le président américain Donald Trump, mais on doit lui reconnaître une chose : Il a pris l'ONU à contre-pied de manière assez frivole. Le 17 novembre dernier, le Conseil de sécurité de l'ONU a en effet adopté la résolution 2803. Il y annonçait son soutien au plan de paix en 20 points pour Gaza publié par Trump en septembre 2025. Il a également donné son feu vert à la création d'un « conseil de paix », comme le prévoit le plan. Bien entendu, ce conseil sera dirigé par Donald Trump lui-même.

Jusqu'ici, tout va bien. Cependant, après que le président américain a révélé ces derniers jours de nombreux détails sur le « Board of Peace », il s'avère qu'il ne s'agit pas seulement de la paix : Il ne s'agit pas seulement de Gaza et d'un avenir pacifique pour la bande côtière de la Méditerranée, gouvernée jusqu'à présent par l'organisation terroriste Hamas et partiellement occupée par l'armée israélienne.

Certes, le communiqué publié la semaine dernière par la Maison Blanche sur le « Board of Peace » évoque longuement Gaza. Il a ainsi été annoncé que l'administration civile de Gaza serait confiée à un « National Committee for the Administration of Gaza (NCAG) » composé de 12 technocrates palestiniens.

Il sera dirigé par Ali Sha'aht. Cet ingénieur civil de formation est originaire de Gaza, mais il connaît bien les tâches administratives de la Cisjordanie, où il a occupé différents postes de direction pour l'Autorité palestinienne (AP). Sha'aht a également déjà fait savoir qu'il prévoyait de déverser dans la mer les montagnes de gravats laissées par les deux années de guerre à Gaza, dont le Hamas est responsable avec son massacre en Israël le 7 octobre 2023. Il s'agit de créer de nouvelles terres pour les 2 millions d'habitants de Gaza.

Le NCAG sera assisté d'un comité consultatif appelé « Gaza Executive Board » pour mener à bien sa tâche exigeante de reconstruction et de normalisation de la vie dans la bande côtière fortement dévastée. Il sera présidé par Steve Witkoff, un proche de Trump, et composé de politiciens, de militaires et d'hommes d'affaires de diverses nationalités, dont l'ancien Premier ministre britannique Sir Tony Blair.

La Maison Blanche a également annoncé que le major-général américain Jasper Jeffers dirigera la « Force internationale de stabilisation » (ISF). Il s'agit d'une unité militaire multinationale qui sera responsable de la démilitarisation de la bande de Gaza.

Le « Board of Peace » lui-même sera représenté dans ses activités à Gaza par l'ancien haut diplomate bulgare Nikolay Mladenov. En tant que « haut représentant », il sera le délégué du « Conseil de paix » présidé par le président Trump et son agent de liaison avec le NCAG. Mladenov jouit d'une bonne réputation tant du côté arabe palestinien que du côté israélien.

Le « Board of Peace » ne veut pas s'occuper lui-même de cette tâche. Il ne veut pas non plus que sa direction, l' »Executive Board » (à ne pas confondre avec le « Gaza Executive Board », malgré les chevauchements de personnes), s'en charge. Et pour cause : le « Board of Peace » s'est fixé d'autres missions de paix à côté de son « Executive Board ».

Il suffit de lire la charte fondatrice de l'organisation pour s'en convaincre : Gaza n'y est pas mentionnée une seule fois ! Au lieu de cela, l'article 1 stipule : « Le Board of Peace est une organisation internationale qui vise à promouvoir la stabilité, à rétablir une gouvernance fiable et légitime et à assurer une paix durable dans les zones touchées ou menacées par des conflits ».

En d'autres termes, avec la bénédiction de l'ONU du 17 novembre 2025, le président américain Donald Trump a posé la première pierre d'une contre-ONU. Les quatre premières phrases du préambule de la Charte expliquent clairement pourquoi il considère cela comme nécessaire. L'ONU y est massivement critiquée. Il est ainsi reproché que (à l'ONU) « trop d'approches de la promotion de la paix encouragent une dépendance durable et institutionnalisent les crises au lieu de conduire les gens au-delà ». C'est pourquoi, selon l'introduction de la charte fondatrice du « Board of Peace », la médiation de la paix a besoin d'une organisation qui soit « plus flexible », « plus souple » et « plus efficace ».

Ces critiques à l'encontre des Nations unies sont justifiées. En fin de compte, l'ONU est largement dysfonctionnelle. Ses organes et ses représentants manquent de plus en plus de crédibilité. Cela est dû en partie à leur partialité. Israël, en particulier, est régulièrement jugé selon des critères particulièrement sévères et cloué au pilori à l'ONU. Souvent avec le soutien de la Suisse. D'autre part, au cours des dernières décennies, l'ONU s'est montrée incapable de trouver des solutions à tous les grands conflits, et encore moins de les mettre en œuvre. Lorsque cela a été le cas, cela s'est toujours fait sans son intervention.

Cela ne vaut pas seulement pour le conflit au Moyen-Orient, qui dure depuis plus de 80 ans, comme l'a montré la guerre à Gaza. Ce fut également le cas lors de la

guerre du Kosovo (1998-99) et du génocide de 800 000 Tutsis au Rwanda (1994). Et c'est à nouveau le cas aujourd'hui avec la guerre en Ukraine, la guerre civile au Soudan et la répression sanglante du mouvement de protestation en Iran par le régime inhumain des mollahs.

Jusqu'à présent, le président argentin Xavier Milei, le Premier ministre hongrois Viktor Orban, le président égyptien Abdel Fattah al-Sisi et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu ont accepté de participer à la nouvelle organisation de paix du président américain Trump. Ce dernier a toutefois dû sortir de son ombre, car la Turquie et le Qatar, qui soutiennent le Hamas, sont également représentés dans certains organes de la nouvelle organisation.

> Netanyahu macht in Trumps «Friedensrat» trotz Vorbehalten mit

Au total, 59 pays ont accepté de participer à la nouvelle organisation de paix, a annoncé le président américain Trump au Forum économique mondial (WEF) de Davos, où il a signé la charte du « Board of Peace » avec 19 représentants d'autres gouvernements. Il s'agit notamment de tous les pays arabes ainsi que de nombreux pays d'Europe de l'Est, d'Asie et d'Amérique du Sud. Les pays de l'UE que sont

l’Allemagne, la France et la Grande-Bretagne se sont abstenus de participer par respect pour l’ONU. Le président de la Confédération Guy Parmelin n’a pas souhaité annoncer à Davos si la Suisse, qui a également été invitée, y participerait.

A Gaza – et en Ukraine – le « Board of Peace » doit maintenant montrer s’il est capable de faire plus que l' »organisation défaillante » qu’est l’ONU et qu’il veut remplacer. S’il est à la hauteur de son nom et s’il instaure réellement une paix durable et équitable dans ces deux endroits, le président américain Donald Trump aura effectivement mérité le prix Nobel de la paix tant convoité.

Et tous les Etats d’Europe occidentale qui, par solidarité mal comprise avec l’ONU, refusent (encore) de participer au « Board of Peace », devront alors s’entendre dire : « Les absents ont toujours tort – les absents ont toujours tort ».

Voir aussi : L’organisation de la nouvelle organisation de paix

Vers la charte du « Board of Peace » : Charter of the Board of Peace

---

Sacha Wigdorovits est président de l’association Fokus Israel und Nahost, qui gère le site web fokusisrael.ch. Il a étudié l’histoire, la germanistique et la psychologie sociale à l’université de Zurich et a travaillé, entre autres, comme correspondant aux États-Unis pour la SonntagsZeitung, a été rédacteur en chef du BLICK et cofondateur du journal pour pendulaires 20minuten.